

Ségur (Daniel Bensaïd)

Résumé du rapport au XII^e Congrès mondial ^{1/} Première partie du texte sur la construction

Pour un parti révolutionnaire, la question de la conquête du pouvoir est la raison d'être, le but qui oriente l'activité de tous les jours et lui donne son sens.

Sur cette voie, nos petites organisations ont bien d'autres choses à faire, qui ne sont reliées qu'en dernière instance à ce but final : défendre le socialisme et le marxisme aujourd'hui attaqués de toute part, s'implanter dans la classe ouvrière, participer aux luttes syndicales et électorales, organiser des campagnes de solidarité, etc. Ces tâches absorbent logiquement notre attention immédiate, mais ce n'est pas une raison, comme le soulignait le camarade Hansen, pour laisser la question du pouvoir au frigidaire. Nous devons chercher les fils et tracer le chemin qui relie nos petites batailles quotidiennes à cet objectif.

La révolution nicaraguayenne a donné sous nos yeux à ces questions, une nouvelle fois, une dimension pratique : comment prendre le pouvoir, et comment le garder et le consolider ?

Dès que nous entrons dans l'étude historique de la révolution, ces problèmes généraux prennent un contenu très concret et pratique. Peut-on dégager de cette expérience une stratégie politico-militaire, en quoi diffère-t-elle de l'expérience cubaine ou vietnamienne,

^{1/} XII^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, Rimini, janvier 1985.

quelles sont ses limites ou sa généralisation possible ? Quelle fut, au long du processus la conception et le rôle de la politique d'alliances, non seulement au niveau social, mais aussi au niveau politique ? Quelles sont, dans un contexte international donné, les conditions pour desserrer l'étreinte de la dépendance et jeter les bases d'une économie planifiée : réforme agraire, rythme des expropriations, place des élections ?...

Tous ces sujets ont plus ou moins d'implications pratiques pour nos sections selon les pays et les continents dans lesquels elles évoluent. Mais elles sont importantes pour l'ensemble de l'Internationale.

Or, le débat dans nos rangs a pris une tout autre dynamique. Des kilos de documents ont été publiés sur la question du gouvernement ouvrier et paysan, érigé en catégorie générale et abstraite de la transition entre une société capitaliste et la dictature du prolétariat. Cette approche constitue partiellement une diversion par rapport aux réels problèmes politiques, et cela constitue un symptôme inquiétant quant à la dynamique de nos discussions. Certains camarades, ceux du SWP des États-Unis en particulier, ont voulu en faire la question « la plus importante » de ce congrès.

La plus importante, certainement pas, si ce congrès a pour but principal d'aider les sections à s'orienter et à se construire face aux développements majeurs de la lutte de classe internationale. Mais importante sans aucun doute, dans la mesure où le thème du gouvernement ouvrier et paysan sert en fait de cheval de Troyes pour une triple révision programmatique :

- sur la question de la révolution permanente ;
 - sur la question de la révolution politique ;
 - sur la théorie marxiste de l'État.
- Ces révisions aboutiraient à remettre en cause

le cadre programmatique général qui définit depuis un demi-siècle notre Internationale comme un courant historique du mouvement ouvrier, celui qui a maintenu la tradition du marxisme révolutionnaire internationaliste, contre le stalinisme.

Sur la question du gouvernement ouvrier et paysan

Si la discussion sur cette question est restée aussi confuse et difficile à cerner, c'est qu'elle exprime une véritable difficulté théorique, dont nous devons dégager clairement la racine :

1. Alors que les rapports marchands se développaient dans le cadre de la société féodale, on ne peut pas dire qu'il y ait développement automatique de rapports de production socialistes dans le cadre de la société capitaliste et de l'État bourgeois, avant son renversement.

2. La révolution prolétarienne – et c'est là l'une de ses particularités historiques décisives – commence donc par la conquête du pouvoir politique, qui sera l'instrument de l'émancipation économique, sociale et culturelle du prolétariat.

3. Il n'y a donc pas simultanément, coïncidence dans le temps, entre la conquête du pouvoir politique qui est un acte, un événement, et la transformation des rapports sociaux, qui est un processus. À ce propos, processus ne veut pas dire voie royale, évolution paisible et linéaire. Ce processus de transformation est marqué de conflits, déterminés par les rapports de forces nationaux et internationaux, susceptible donc d'avancées mais aussi de reculs temporaires ou de défaites.

4. L'acte lui-même de la conquête du pouvoir consiste à briser la colonne vertébrale, le noyau de l'appareil d'État bourgeois, qui est en dernière instance, et quelle que soit la complexité de cet appareil d'État considéré dans

son ensemble, son système répressif. Par conséquent, des éléments de l'ancien appareil, institutionnels ou géographiques, peuvent subsister un certain temps après le renversement de l'État bourgeois. Là encore, il n'y a pas simultanéité dans la destruction de tous les éléments de l'ancien appareil, qui serait intégralement balayé et remplacé du jour au lendemain. Il y a un saut qualitatif qui est le dénouement d'une épreuve de force.

5. L'instauration du pouvoir révolutionnaire n'établit pas un nouveau mode de production stable, qui serait le mode de production socialiste. Elle initie, dans un contexte international déterminé, un processus de dépérissement de l'État, des catégories marchandes, et des classes sociales sous leur forme actuelle.

6. Dans le cadre de ce processus, l'établissement d'une économie planifiée (dont les nationalisations sont, dans une proportion donnée, une condition nécessaire mais non exclusive) constitue une étape décisive pour la consolidation de l'État ouvrier. À ce propos cependant, il faut rappeler qu'il y a une différence entre la confiscation de la propriété privée conçue comme une sanction politique et la capacité de socialisation effective et de gestion ouvrière des moyens de production. La confiscation peut s'imposer comme mesure de rétorsion politique avant qu'existent les conditions sociales et culturelles d'une planification démocratique. Marx avait entrevu le problème dès les *Manuscrits* de 1844, lorsqu'il expliquait que l'étatisation générale, la généralisation de la propriété privée d'État dans ce qu'il qualifiait de « communisme grossier », n'est pas le dépassement effectif de la propriété privée, pas plus que la généralisation du salariat n'est l'émancipation effective de la classe ouvrière.

C'est en raison de ces difficultés, pour marquer des différences dans le cadre d'un même

processus que Trotski distingue à plusieurs reprises entre « dictature du prolétariat » et « dictature socialiste du prolétariat », ou encore entre « première étape de la dictature du prolétariat » et « dictature pleine et entière du prolétariat ». Ces différences terminologiques distinguent l'instauration de la dictature du prolétariat et la consolidation de l'État ouvrier.

Il n'en demeure pas moins que, pour toute la tradition marxiste classique, le critère de l'instauration de la dictature du prolétariat, c'est la conquête du pouvoir politique, sans préjuger du rythme des transformations économiques et sociales. Mary-Alice Waters le reconnaît d'ailleurs honnêtement, quoique discrètement, dans une note à son article publié dans le n° 3 de *New International* : « J'utilise le terme dictature du prolétariat pour indiquer un État qui défend et repose sur la propriété capitaliste des moyens de production, le monopole d'État du commerce extérieur et l'économie planifiée... Je fais cette clarification parce que des citations de Marx, Engels, Lénine et d'autres dans cet article utilisent généralement le terme de dictature du prolétariat dans un sens qui comprend aussi (!!!) un État où le pouvoir politique a été arraché aux classes exploiteuses et pris en main par le prolétariat et ses alliés, mais dans lequel les formes de propriété socialistes ne prédominent pas encore. » (p. 92).

Quand Spinoza écrivait : « J'entends par substance... », il était clair que son discours à la première personne du singulier avait une fonction novatrice et polémique par rapport aux définitions antérieures de la substance. De même, quand la camarade Waters écrit : « J'utilise le terme dictature du prolétariat... », elle entend lui donner à la première personne, la sienne, une définition et un contenu nouveaux. Libre à elle évidemment de rompre sur un point aussi

important avec les classiques. Mais il faut avoir pour cela des raisons solides. En effet, la camarade, si préoccupée des déformations semi-sectaires du trotskisme, introduit par là dans notre mouvement une nouvelle originalité, celle d'entendre par dictature du prolétariat, et en fait par révolution, autre chose que ce qu'entendaient Marx, Engels, Lénine, et donc autre chose que ce qu'entendent aujourd'hui la plupart de leurs lecteurs

Mécanique et histoire

Le fait nouveau, qui serait censé justifier ce changement de définition, serait la dégénérescence du premier État ouvrier, l'Union soviétique. À partir de là, Trotski aurait maintenu la caractérisation de l'URSS comme État ouvrier, en fonction essentiellement du contenu des rapports sociaux (nationalisations, planification, monopole du commerce extérieur...). D'où le syllogisme :

– l'URSS est un État ouvrier en 1938 du fait de la propriété étatique des moyens de production ;

– il n'y a pas encore de propriété étatique des moyens de production en novembre 1917 ;

– donc, il n'y a pas de dictature du prolétariat à partir d'Octobre 1917...

Et l'autre syllogisme :

– s'il y avait dictature du prolétariat en 1917 à partir d'un critère politique ;

– et si la bureaucratie a usurpé le pouvoir politique ;

– alors il n'y aurait plus d'État ouvrier après la contre-révolution bureaucratique.

Décidément, la logique formelle ne fait pas bon ménage avec le matérialisme dialectique. Elle ignore le temps et l'Histoire, qui ne relève pas de la mécanique et de ses symétries. Il n'y a pas plus de réversibilité du mouvement en Histoire qu'en thermodynamique : l'instaura-

tion de la dictature du prolétariat et la restauration de l'État bourgeois ne sont pas des processus symétriques.

La conquête du pouvoir politique instaure la dictature du prolétariat et inaugure l'édification d'un État ouvrier. Cet État ouvrier se consolide par une série de mesures économiques et sociales qui sont autant de batailles politiques. Au cours de ce processus il y a une modification progressive des rapports entre l'État et l'économie, par rapport à ce qui existait sous le capitalisme. La force extra-économique de l'État devient de plus en plus directement un élément de décision économique. Et c'est pourquoi la contre-révolution bureaucratique ne signifie pas le retour au capitalisme :

- L'État soviétique de 1938 est encore un État ouvrier, bureaucratiquement dégénéré parce que la bureaucratie n'a pu abolir les transformations économiques et sociales dont elle continue à se nourrir parasitairement.

- L'usurpation du pouvoir politique par la bureaucratie n'équivaut pas à la restauration du pouvoir de la bourgeoisie qui impliquerait de tous autres bouleversements nationaux et internationaux.
- L'État reste ouvrier non parce qu'il se réduit aux conquêtes économiques et sociales (étatisation des moyens de production, planification...), mais parce qu'il continue, en tant qu'appareil politique spécifique, à défendre à sa manière ces conquêtes dans le cadre des rapports de forces mondiaux.

En fait, toute la démarche des camarades américains, implique une identification totale de l'État et des rapports sociaux. La dictature du prolétariat a pour critère le degré (d'ailleurs variable dans les rythmes et dans l'ampleur, susceptibles de reculs tactiques) de nationalisations. Cette approche dissout la spécificité de l'État en tant qu'appareil poli-

tique de domination, que « corps séparé ».

Or, si l'État se confond avec les rapports de production, la question de son dépérissement en tant que corps séparé ne se pose même plus : avec l'étatisation des moyens de production, État et société auraient fusionné. Il y aurait désormais identité entre la société et l'État, l'État et le prolétariat, le prolétariat et le Parti. Si insolite que cela puisse paraître, ce n'est donc pas tout à fait par hasard que les camarades ont envisagé d'opposer leur document sur le gouvernement ouvrier et paysan à la résolution sur « la démocratie socialiste et la dictature du prolétariat ».

Que ce soit en Russie, en Chine, à Cuba ou au Nicaragua, la lutte ne s'arrête pas à la conquête du pouvoir politique. La révolution continue. Une périodisation de cette histoire de la transition est nécessaire. Mais elle ne nous conduit pas à dater la naissance de la dictature du prolétariat, donc la victoire de la révolution à 1953 et non 1949 en Chine, à 1978 et non 1975 au Vietnam, à 1961 et non 1959 à Cuba..., et à 1918 et non 1917 en Russie ! Quand la théorie et le bon sens peuvent coïncider, il n'est pas nécessaire de lui faire violence.

À moins que la question soit plus substantielle. En fait, si l'on applique le critère des camarades au cas de l'URSS, et si l'on fait du « gouvernement ouvrier et paysan » une étape transitoire durable et distincte de la DDP, si le critère du passage de l'un à l'autre réside dans les mesures sociales, alors, dans un pays à majorité paysanne, les nationalisations ne suffiraient pas, il faudrait y ajouter la collectivisation agricole. Ce qui conduirait à dater la naissance effective de l'État ouvrier à cette collectivisation et à la mise en place des premiers plans quinquennaux, autrement dit à 1928... Ce qui reviendrait à attribuer au sta-

linisme dans la fondation et la consolidation de l'État ouvrier, des mérites qu'il n'a certainement pas.

La question cachée

La nouvelle utilisation et l'extension de cette notion de gouvernement ouvrier et paysan, telle qu'elle est apparue d'abord chez Jo Hansen, prétendaient résoudre une difficulté qui se trouve ailleurs : la question posée après la guerre par la formation de nouveaux États ouvriers issus de révolutions authentiques, comme en Chine ou en Yougoslavie.

En effet, Hansen tend à définir la dictature du prolétariat, non par la caractérisation d'un système de pouvoir politique, mais par la volonté et les intentions de la direction qui se trouve à sa tête : « Si on appelait la Russie de 1917 État ouvrier, écrivait-il, c'est parce que tout le monde savait que la contradiction entre le pouvoir gouvernemental et l'État qu'il avait capturé serait résolue par l'établissement d'une nouvelle structure d'État conforme au programme bolchevique... Mais ce chèque en blanc n'éliminait pas la contradiction par lui-même. »

Dès lors, il est logique – plus les directions qui conduisent de nouvelles révolutions sont méconnues, ou plus elles sont douteuses du fait de leur origine stalinienne – « d'aller lentement », d'attendre des preuves lourdes confirmant ou infirmant leur trajectoire. De là, la tentation est grande, d'en venir à considérer que ces preuves lourdes sont principalement sinon essentiellement d'ordre économique. Des camarades en viennent ainsi à identifier le domaine de l'économie à l'objectivité et la politique à la subjectivité, comme si la conquête du pouvoir politique, la formation d'une armée révolutionnaire, le développement d'organisations de masse n'étaient pas des faits

historiquement aussi lourds et « objectifs » qu'une nationalisation.

En fait, Hansen avait tort de réduire la caractérisation de l'État ouvrier soviétique de 1917 à un acte de confiance, à un chèque en blanc. L'insurrection d'Octobre avait dénoué une situation de double pouvoir, le pouvoir de décision avait bel et bien changé de main, et les premiers décrets l'ont bien illustré. La nature du parti bolchevique – son programme, l'éducation de ses militants et de ses cadres – ne se réduisait pas à un problème d'intentions. Elle constituait en elle-même un élément central de la conjoncture politique et des rapports de forces, tout comme l'histoire et la formation du front sandiniste sont un des éléments qui différencient qualitativement la révolution nicaraguayenne de l'algérienne ou de l'angolaise.

Il est compréhensible que les camarades, dans l'après-guerre, aient eu de la difficulté à comprendre comment des directions que l'on pensait stalinienne pouvaient conduire de véritables révolutions. Nous pouvons aujourd'hui hésiter par mésinformation et prendre le temps de connaître une réalité. Des camarades peuvent choisir de baptiser « gouvernement ouvrier et paysan » notre propre perplexité, d'en faire une sorte de dictature du prolétariat au bénéfice du doute. Mais donner un nom nouveau à nos hésitations ou tout simplement à notre légitime prudence, ne change rien à la réalité,

Cela peut même devenir un piège. *A posteriori*, il est facile de sourire sur la manière dont les lambertistes sont restés prisonniers pendant vingt ans de leur catégorie de gouvernement ouvrier et paysan avant de se résigner à reconnaître l'existence de l'État ouvrier cubain. Mais la révolution nicaraguayenne a déjà plus de cinq ans...

Il faut aller chercher dans l'étude concrète

de leur propre histoire, et non dans des catégories générales, comment la révolution chinoise, la révolution vietnamienne, la révolution cubaine... furent possibles et ce qu'elles furent exactement; en étudiant les traditions dans lesquelles elles s'enracinent, les luttes dont sont issues les organisations qui les ont dirigées. C'est exactement l'inverse de ce que fait, par exemple, une tendance dogmatique comme la Tuqi, sur laquelle nous reviendrons pour une raison de temps, dans la conclusion.

Le test du Nicaragua

On peut parfois finir par se demander s'il n'y a pas autour de cette question du gouvernement ouvrier et paysan beaucoup de bruit pour rien, s'il ne s'agit pas d'une pure question de convention terminologique à clarifier. Ainsi, les camarades du SWP australien écrivent dans leur document: « Le Gop est la forme transitoire du pouvoir d'État du prolétariat et de ses alliés avant la consolidation d'un État socialiste. » Jo Hansen pour sa part, le définissait comme « la première forme de gouvernement que l'on puisse s'attendre à voir apparaître à la suite d'une révolution anticapitaliste ». Le camarade Barnes écrit dans le n° 1 de *New Internationalist*: « Nous voyons le gouvernement ouvrier et paysan comme la première étape de la dictature du prolétariat... »

En tenant compte des histoires différentes des uns et des autres, il serait possible de s'entendre autour de toutes ces formulations; Pourtant, lorsqu'on passe de la discussion générale à l'application concrète, dans le cas de la révolution nicaraguayenne, il apparaît bien, au-delà des malentendus, qu'il existe des différences d'approche.

Les camarades du SWP des États-Unis n'ont pas présenté jusqu'à présent de nouvelle résolution sur le Nicaragua. Nous devons donc nous

référer à la résolution qu'ils avaient présentée au précédent congrès mondial, voici cinq ans: « Le gouvernement dirigé par les sandinistes au Nicaragua n'est actuellement ni bourgeois ni prolétarien. C'est un gouvernement ouvrier et paysan... Au Nicaragua l'issue de cette contradiction fondamentale entre le caractère de classe du gouvernement ouvrier et paysan et de l'État capitaliste n'est pas encore tranchée. » Pour sa part, la Tuqi, dans les documents qu'elle présente à ce congrès, affirme clairement que « l'État reste capitaliste ». Soulignons: l'État, et non les rapports de production ou les formes de propriété. Le SWP et la Tuqi partent donc du même diagnostic, mais pour en tirer des conclusions opposées. Les premiers jugent qu'il est bien qu'il en soit ainsi, et ils glissent en conséquence vers une apologie de l'étapisme:

– la transformation des rapports sociaux est un préalable à la transformation de la nature de l'État qui n'est que le point culminant de ce processus;

– la période du Gop est celle du pouvoir de deux classes, d'une dictature populaire socialement distincte de la dictature du prolétariat;

– elle est marquée par la subsistance d'une économie mixte (nous traiterons de façon approfondie cette question de l'économie mixte dans la discussion sur le Nicaragua) dans le cadre d'un État bourgeois, par conséquent d'une économie capitaliste;

– les élections parlementaires de novembre 1984, dans le cadre d'un État bourgeois, se réduisent à des élections bourgeoises qui ne sont qu'une habile manœuvre tactique pour gagner du temps face à l'impérialisme en même temps qu'une concession au formalisme de la démocratie bourgeoise...

Inversement, la Tuqi, tire la conclusion que c'est mal et dangereux, qu'il faut dénouer au plus vite cette cohabitation entre le Gop et

l'État bourgeois. D'où la conséquence : il faut aller plus vite. « Rompre avec l'économie mixte », voilà l'axe central qui aurait dû être celui de la campagne électorale. On ne prétend pas fixer de calendrier... mais le plus tôt sera le mieux. Pour être pleinement cohérents, il manque encore aux camarades d'avoir appelé, dès 1979, à l'élection immédiate d'une Constituante (revendication démocratique légitime face à un État capitaliste qui ajourne à cinq ans les élections...) ou à dénoncer aujourd'hui les élections de novembre comme une manœuvre parlementaire opposée au développement de l'auto-organisation populaire, dans le cadre d'un État capitaliste.

À partir de la même matrice théorique, on parvient donc à deux conclusions opposées, une étapiste et gradualiste, l'autre ultimatisante et gauchiste. C'est pourquoi il est utile de clarifier le rapport entre la discussion théorique générale et le test de la révolution nicaraguayenne, ce que nous ferons lorsque ce point viendra à l'ordre du jour.

La révolution permanente au banc des accusés

Donc, d'un côté, le tapage si souvent abstrait sur le gouvernement ouvrier et paysan masque une discussion concrète sur la révolution nicaraguayenne. D'un autre côté, il camoufle une véritable discussion programmatique sur la révolution permanente.

Ce qui met la puce à l'oreille c'est le double langage des camarades du SWP des États-Unis. Dans l'Internationale, dans les débats et les bulletins, ils mènent une sorte d'ardente campagne sur la révélation théorique du Gop.

Mais publiquement, c'est la Révolution permanente qu'ils dénoncent comme un obstacle, comme une politique sectaire de Trotski retombé dans ses vieux démons de jeunesse : « Le

changement que je propose, écrit à ce propos le camarade Barnes dans son article « Leur Trotski et le nôtre », est l'un des plus importants dans notre mouvement depuis qu'il s'est fondé. »

Il n'y a pas matière à reprendre ici oralement la polémique qui figure par écrit dans la partie I du document sur la construction de la IV^e Internationale à l'étape actuelle, qui est soumise au vote à l'issue de ce débat. Il convient cependant de demander : à qui le camarade Barnes « propose »-t-il donc ce changement historique. Il n'a présenté ici aucun document en ce sens. Ce serait pourtant la moindre des choses, à condition évidemment de considérer que les discussions entre toutes les sections de l'Internationale, sur une question qui concerne au premier chef les sections des pays dépendants, en Amérique latine, en Asie, en Afrique, dans les pays arabes, serait plus riche, plus concrète et plus féconde, que les méditations à huis clos du camarade et ses conclusions en forme de révélations, rendues publiques sans discussion ni dialogue préalable dans l'Internationale.

Ainsi, la théorie de la révolution permanente aurait constitué pour l'Internationale un obstacle, l'écartant des processus réels et des courants révolutionnaires vivants ? Mais en quoi la théorie de la révolution permanente entre-t-elle en contradiction avec l'histoire des révolutions de ce siècle, si l'on veut bien considérer cette théorie telle que Trotski l'a réellement exposée et non sa caricature par les polémistes staliniens ou son interprétation dogmatique par des courants qui se prétendent trotskistes.

Que dit la théorie de la révolution permanente dans les thèses rédigées en 1928 ?

● Que la solution complète des tâches démocratiques et nationales ne peut être apportée que

par la dictature du prolétariat à la tête de la nation opprimée (thèse 2). Autrement dit, que la solution complète de tâches telles que la conquête effective de l'indépendance nationale, l'alphabétisation, la réforme agraire, réclame l'instauration de la dictature du prolétariat dans les pays dépendants.

● Que la dictature du prolétariat se trouve devant des tâches qui la forceront « à des incursions dans le droit de propriété bourgeois » (thèse 8). Voilà un constat amplement vérifié et qui ne préjuge en rien du rythme de ces « incursions ». Les nationalisations font évidemment partie de ces incursions, mais elles peuvent prendre bien d'autres formes : le contrôle du commerce extérieur, des prix et des salaires, la confiscation des terres non cultivées, le moratoire des loyers...

● Que la conquête du pouvoir politique ne fait « qu'inaugurer » la révolution (thèses 1 et 9).

● Que cette conception implique le rejet le plus clair de la conception étapiste stalinienne et du bloc des quatre classes, qui n'est pas resté théorique, mais a eu des implications historiques colossales, en Chine, en Indonésie, qui a nourri une profonde tradition dans les PC latino-américains. Il ne s'agit pas là d'idéologie, mais de luttes, avec des enjeux concrets et des conséquences pour l'ensemble de la révolution mondiale.

Inutile de continuer à paraphraser la théorie de la révolution permanente. Le rapport écrit le fait d'ailleurs plus longuement. Il ne s'agit pas d'une nouvelle lecture, mais d'un retour à la source. Cette théorie part précisément, pour en tirer toutes les conséquences, de la différence structurelle entre la dynamique de la révolution dans les pays dominés et dans les pays impérialistes. Elle écarte toute confusion entre le début et l'aboutissement du processus révolutionnaire. Elle recon-

naît dans ce processus des phases, des moments, et parle même d'étapes, contrairement aux interprétations sectaires qui ont cours dans certains secteurs du mouvement trotskiste et qui ont eu cours dans nos propres rangs. Ces interprétations, qui prétendent précipiter et télescoper les tâches, dont les camarades latino-américains parlent parfois en termes de « socialisme pur », correspondent davantage à la présentation que faisait Boukharine des positions de Trotski, qu'aux véritables positions de ce dernier.

Par rapport à la théorie stalinienne de la révolution par étapes, le vent a tourné. Cette théorie a été battue en brèche par les coups répétés de l'expérience et par l'expression qu'en ont donnée les principaux protagonistes. La version chinoise de la « révolution ininterrompue par étapes » n'est déjà plus la théorie stalinienne. Il y a presque vingt ans que l'Olas a proclamé : « ou révolution socialiste ou caricature de révolution ». Aujourd'hui, nombre d'organisations au Salvador, au Guatemala, en République dominicaine, au Pérou, en Uruguay, sans être trotskistes, rejettent explicitement l'idée de deux étapes ou de « deux révolutions » séparées, qui a conduit à temps d'échecs et de déboires sur le continent. Le PC salvadorien, par la voix de son secrétaire général, rejette lui-même cette idée des « deux révolutions » en se demandant d'où elle avait bien pu lui venir...

Sur d'autres continents nous rencontrons d'autres courants qui rompent de façon similaire avec la tradition politique stalinienne. Pour nous tourner vers ces courants, pour aller au-devant d'eux, nous n'avons nullement besoin d'entreprendre de notre côté une cure d'amaigrissement programmatique. Nous n'avons pas davantage à ajouter à notre identité et à ce qui nous singularise à juste titre

(notre opposition au stalinisme en particulier), des particularités artificielles

Nous devons apporter ce que nous avons, notre tradition, notre continuité, la mémoire des expériences, la vision d'ensemble du développement de la révolution mondiale, et apprendre des autres ce que nous avons à apprendre, de leurs expériences stratégiques, de leur travail de masse, de leurs expériences organisationnelles. La théorie de la révolution permanente est un garde-fou nécessaire contre une ligne politique qui a eu cours, qui a encore cours et qui a conduit à des défaites sanglantes et désastreuses. Elle n'est pas un sésame ou une formule magique qui résoudrait à elle seule la question de la conquête du pouvoir. Elle n'est qu'une charpente qu'il faut habiller de stratégie, de tactique, de politique en un mot. Elle nous donne des repères mais non des réponses sur la façon d'intervenir dans le mouvement paysan et de le construire, sur l'adoption d'une stratégie militaire, sur la pratique d'une politique concrète d'alliance qui ne se réduise pas à une formule algébrique d'alliance sociale entre les ouvriers et les paysans.

Sur ce terrain, la question concrète qui nous était posée était : est-ce que les sandinistes ont pris le pouvoir grâce à leur politique globalement correcte ou malgré des formulations erronées ne correspondant pas à leur politique réelle ? Est-ce que, depuis 1979, ils ont consolidé leur pouvoir grâce à une politique globalement correcte, ou malgré les écarts de cette politique envers les canons d'une théorie correcte ?

Nous répondons aujourd'hui grâce et non malgré, et c'est pourquoi nous voulons étudier attentivement ces révolutions et non les ranger de toute force dans des catégories mal taillées.

Enfin, nous avons déjà souligné, mais il faut le répéter ici, qu'avec le rejet de la théorie de

la révolution permanente que proposent les camarades du SWP, les révisions s'emboîtent les unes aux autres. Car la théorie de la révolution permanente inclut, dans le cadre de l'extension de la révolution mondiale, la lutte pour le renversement révolutionnaire de la bureaucratie au pouvoir dans les États ouvriers bureaucratiques, autrement dit de la révolution politique remplacée désormais par une lutte pour la réforme et la démocratisation de ces États ; ce qui est d'ailleurs logique dès lors que l'on confond État et société : comme il ne saurait être question de renverser la société, et comme l'État n'est plus un appareil spécifique, mais en quelque sorte l'esprit de cette société, on en vient à renoncer à la révolution politique. Mais nous reviendrons sur ce point dans le cadre de la discussion sur la révolution polonaise.

En conclusion donc, il s'agit de savoir sur quel socle nous construisons, dans quel cadre programmatique, et qu'est-ce qui nous rassemble dans une même Internationale.

Expliquer notre réalité et nos difficultés par le handicap d'un programme qui serait, dès l'origine, doublement sectaire (sur la révolution permanente et sur la révolution politique), ce serait avaler notre bulletin de naissance, nous enfermer dans une entreprise de redéfinition programmatique, au lieu de nous servir de la validité de nos acquis comme d'un tremplin pour nous inscrire activement dans les processus de réorganisation en cours et faire de la politique révolutionnaire.

Notre socle, c'est notre vision d'ensemble de la révolution mondiale, de la révolution salvadorienne à la révolution polonaise. C'est non seulement l'héritage des premiers congrès de l'Internationale communiste, mais aussi celui de la lutte, dès la première heure, contre le stalinisme et la bureaucratie ? Ainsi résumé,

c'est apparemment peu. Mais c'est énorme.

Quant à la discussion avec les camarades américains, nous savons que de la révision théorique aux actes, il y a une marge considérable. En 1953, certains avaient déduit des positions de Michel Pablo qu'il capitulerait en pratique devant la bureaucratie stalinienne. L'épreuve des révolutions polonaise et hongroise de 1956 a démenti cette prédiction. Nous sommes de petites organisations. Bien des facteurs et des événements peuvent influencer. Rien n'est irréversible. Nous prétendons à travers ce débat convaincre les camarades et les faire reculer. Ce débat peut se poursuivre dans une même organisation. Il fait écho à des questions qui sont aussi débattues en dehors de nos rangs. Nous pouvons les traiter dans un cadre organisationnel commun, à la seule condition qu'il n'y ait pas d'obstruction organisationnelle, ni dans l'Internationale ni à l'échelle de ses sections, quant au déroulement démocratique de la discussion.

Conclusions au terme de la discussion

1. Pour introduire cette conclusion, je voudrais faire trois brèves remarques :

● Il s'est produit dans cette discussion un petit scandale. Ce sont les camarades du SWP des États-Unis qui avaient demandé que la question soit mise à l'ordre du jour comme une question décisive. Or, ils se sont dérobés. Ils ont parlé d'autre chose, de la pluie et du beau temps. Disparu, le discours du camarade Barnes sur leur « Trotski et le nôtre » ; évanouies ses audacieuses propositions de changements programmatiques, « les plus importantes depuis la fondation de notre mouvement ». Procéder ainsi, c'est se moquer du congrès et des camarades délégués.

● Contrairement à ce qu'a dit dans son intervention le rapporteur du SWP australien, le ca-

marade Lorrimer, la partie du rapport écrit sur l'étape actuelle de construction de l'Internationale n'est pas une « interprétation » positive de Trotski, mais une modeste paraphrase.

● Sur le débat entre Lénine et Trotski avant 1914, chacun ou presque peut avoir ici son opinion. Il y a eu des livres écrits sur la question. Et la réflexion peut continuer à loisir. Mais il s'agit de quelque chose de plus précis dans cette discussion : de l'affrontement entre deux positions incompatibles, une révolutionnaire et une néo-menchevique, sur la révolution coloniale après l'expérience de la révolution et la contre-expérience de la révolution chinoise de 1926.

2. Une question qui est revenue dans la discussion fut : pourquoi la majorité est-elle même allée lentement, pourquoi a-t-elle attendu cinq ans, avant de reconnaître l'existence au Nicaragua d'une dictature du prolétariat ouvrant la voie à l'édification d'un État ouvrier. Nous reviendrons sur ce point dans le cadre de la discussion sur le Nicaragua. Mais pourquoi ne pas reconnaître que nous avons tâtonné et hésité. Et pourquoi ? Ici, les explications varieraient probablement selon les camarades qui défendent aujourd'hui une même position, et c'est normal à moins de prétendre à l'homogénéité de pensée. Pour ma part, à titre indicatif, je donnerais trois raisons qui se sont combinées :

● Un cadre théorique confus sur la question générale de l'instauration des États ouvriers, avec des traditions hétérogènes selon les sections, ou les courants et leurs trajectoires. Nous avons senti qu'il y avait là une question à traiter dès le dernier congrès mondial. Nous avons commencé à le faire en lui consacrant le premier stage des directions européennes en

juillet 1980, où le camarade Jenness était d'ailleurs présent. Nous avons eu le tort de ne pas persévérer et de prendre du retard, en ne publiant pas les rapports présentés à ce stage (qui permettaient une première clarification) et en tardant à publier la contribution du camarade Jaber.

● Une méconnaissance et un manque d'informations approfondies sur l'histoire et les forces de la révolution nicaraguayenne elle-même. Ce manque d'information a des raisons pratiques et aussi probablement des raisons politiques, mais le fait est que nous en savons aujourd'hui incomparablement plus sur la réalité des années soixante-dix au Nicaragua, qu'au moment du dernier congrès mondial.

● Enfin, un certain dérapage sectaire conjoncturel dans l'Internationale à cette époque. Il ne s'agit pas tant de textes ou de positions individuelles que d'un certain état d'esprit. La hantise des fronts populaires, projetée sans médiations d'Europe ou des États-Unis au Nicaragua, ne pouvait nourrir qu'une attitude particulièrement méfiance et circonspecte, conduisant à penser que les sandinistes avançaient sous la pression des événements, plutôt malgré leur ligne que grâce à elle. Dans de nombreux articles ou contributions, on disait qu'ils répondaient positivement aux événements et aux défis, mais comme au coup par coup, tombant du bon côté, sans que cela corresponde de leur part à un projet plus défini ou enraciné. Il suffit de lire aujourd'hui les textes de Fonseca depuis 1969 pour voir qu'il n'y avait pas seulement improvisation, mais aussi un réel projet qui les préparait à affronter cette situation : « Le but du mouvement révolutionnaire est double. D'une part renverser la clique traître et criminelle qui a usurpé depuis tant d'années le pouvoir, et d'autre part empêcher les forces capitalistes qui, en accep-

tant de se soumettre à l'impérialisme yankee, utilisent la situation créée par la lutte de guérilla, pour tenter de prendre le pouvoir» (*Œuvres*, p. 93.)

3. Le fait que nous soyons parvenus à une caractérisation de la révolution nicaraguayenne n'est pas un mal en soi. Il peut même être sage d'être lent sur les concepts à condition de ne pas se tromper sur les tâches. Or, sur les tâches, nous n'avons pas commis d'erreurs majeures. Nous n'avons pas (ce qui aurait pu découler de la caractérisation de l'État comme bourgeois), proposé le mot d'ordre «dehors les ministres bourgeois» en 1979, ni exigé l'élection immédiate d'une Constituante souveraine. Nous n'avons pas opposé les milices à la construction de l'armée populaire sandiniste. Nous n'avons pas développé une surenchère sur les mesures économiques. La seule critique publique que nous ayons exprimée a porté sur la restriction du droit de grève. En fait, nous avons défini les tâches comme s'il s'agissait pour nous, dès le début d'un pouvoir révolutionnaire et de la défense d'une révolution victorieuse. Il faut rappeler à ce propos que les parties concernant les tâches étaient identiques dans les résolutions majoritaire et minoritaire du XI^e congrès.

4. En ce qui concerne les alliances, le rapporteur du SWP des États-Unis a dépensé beaucoup d'énergie pour nous convaincre que la paysannerie existe (il l'a rencontrée), et que c'est important. Le problème auquel nous avons affaire est autrement concret. Il n'est pas de définir abstraitement une alliance de classe entre paysannerie et prolétariat, mais de la construire sur le terrain syndical et politique, de la construire avec les médiations organisationnelles existantes, et pas seulement avec la paysannerie. Face à l'impéria-

lisme, aux dictatures, aux effets de la crise, il y a et il y aura des fractures dans les courants et les organisations populistes, y compris dans la petite bourgeoisie.

À partir de là, les problèmes posés sont concrets. Au Pérou, il s'agit de la participation à Izquierda Unida. En Uruguay, pour le renversement de la dictature, de la participation ou non au Frente Amplio. Au Brésil, l'existence du PT ne réalise pas à elle seule, loin s'en faut l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière. La formule de front unique ouvrier, qui rassemblerait outre le PT, le PC et le PC pro-albanais (par ailleurs tous deux membres du parti bourgeois le PMDB), ne résoudrait pas la question et ne répondrait pas aux différenciations prévisibles dans les grands courants populistes. Les camarades mettent pour le moment en avant une formule algébrique de Bloc ouvrier et populaire; tout le problème est dans les formes pratiques (et inégales de région à région) qu'il pourrait revêtir. En Bolivie, la polarisation sociale est plus définie. C'est un avantage dans un sens, mais aussi une faiblesse. La Cob et la Dru ne peuvent prétendre à elles seules constituer une alternative à la droite et au gouvernement UDP, sans élargir le front contre l'austérité et les diktats du FMI... Voilà autant de problèmes concrets. Y répondre avec la formule du gouvernement ouvrier et paysan, c'est se comporter en propagandistes illuminés.

En général, tout le monde semble admettre la possibilité d'alliances tactiques ou temporaires avec des secteurs de la bourgeoisie contre l'impérialisme ou contre une dictature, y compris sur le terrain électoral, à condition que les forces révolutionnaires soient hégémoniques dans l'alliance. La formule est comode mais toute la question est là : l'hégémonie n'est jamais donnée d'avance ; le vrai

problème c'est comment la conquérir en modifiant les rapports de forces au cours d'un processus, ce qu'ont réussi les sandinistes entre janvier 1978 et juillet 1979. Il y a deux possibilités :

- nous auto-exclure de toute alliance, de tout front, dès que nous y voyons l'ombre d'un bourgeois ;
- ou être présents, proposer des tâches et des objectifs, révéler en marchant les limites de ces alliés, jusqu'à ce qu'ils sautent eux-mêmes du train, comme ce fut le cas à Cuba ou au Nicaragua.

Cela, c'est de la politique concrète, à discuter cas par cas, en fonction de la situation, des forces en présence, de l'histoire du pays, et aucune formule générale, pas même celle du front unique anti-impérialiste ne donnerait une réponse passe-partout.

5. Parce que le rapport avait évoqué la nécessité d'une stratégie politico-militaire pour la conquête du pouvoir, le rapporteur de la Tuqi a pris des airs de vertu outragée en nous demandant gravement du haut de la tribune si nous allions revenir sur l'autocritique de 1977 sur la question. C'est l'histoire du gars qui s'est un jour brûlé avec du lait et qui ne peut plus voir une vache en peinture. La révolution nicaraguayenne n'est pas un modèle, mais elle a prouvé que Cuba n'était pas une exception. Dans les pays où la question du pouvoir se posera dans les années qui viennent (ce n'est pas le cas de tous), il est inévitable que la discussion stratégique se développe. Or, qui dit discussion stratégique implique nécessairement une dimension militaire... à moins de penser que la conquête pacifique du pouvoir est possible, ou encore que les problèmes militaires sont ceux qui se règlent à la dernière minute dans l'improvi-

sation. Aujourd'hui, on discute en Bolivie et au Pérou de Sendero, des textes de H. Ortega et de Villalobos. On discute au Guatemala du bilan de la stratégie politico-militaire de 1982, du rapport entre les formes de luttes armées et la construction d'un parti capable de les combiner. Nous ne sommes pas en 1977. La révolution nicaraguayenne a inauguré un nouveau cycle de luttes et nous ne pouvons pas, si nous prétendons être partie prenante de la recomposition en cours dans l'avant-garde, nous retrancher derrière l'autocritique de 1977 (nécessaire pour solder le passé mais muette sur l'avenir), pour nous tenir à l'écart.

6. Quelques mots sur la Tuqi, dont le rapporteur est venu à la tribune demander des comptes à tout le monde, et que le rapport introductif n'avait pas eu le temps de traiter. Les camarades ne se contentent pas de leur rapport oral. Ils présentent au vote, comme résolution, leur texte publié en bulletin intérieur. Ce texte exprime donc leur ligne sur le Gop. Au passage il donne réponse à tout, il propose sa version de la révolution chinoise, de la révolution vietnamienne, de la révolution cubaine, de la révolution algérienne... Rien que ça. Il y a cependant, pour lier le tout un fil conducteur, qui est celui de la métaphysique pure :

a) En Chine, « en l'absence de parti révolutionnaire implanté », le PCC « s'est trouvé placé » à la tête de la révolution ; il a « rempli le vide ». Ce fut donc un élément purement passif, ou pire : « il n'est pas exagéré de dire que la révolution chinoise s'est faite contre sa volonté ». Voilà donc la révolution dans le plus grand pays du monde, à majorité paysanne écrasante, qui s'est faite non seulement contre l'impérialisme, contre la bourgeoisie chinoise, contre les crocs en jambes de Staline, mais en-

core contre la volonté du Parti qui s'est trouvé passivement porté au pouvoir ! Les conséquences sur la théorie du parti comme sur la théorie de la révolution permanente sont vertigineuses. Et, par ricochet, les conséquences pour notre Internationale sont terribles : si le vide était tellement béant, pourquoi ne nous a-t-il jamais appelé à le remplir ? Cette théorie de la révolution par le vide est le pire réquisitoire ou le pire bilan que l'on puisse faire pour l'Internationale. À moins de penser que c'est non plus une question de ligne, mais de chance, de loterie – être appelé ou pas – par le vide. Mais en ce cas, ce n'est pas seulement la IV^e Internationale, c'est le matérialisme historique lui-même qui en prend un terrible coup.

b) Sur Cuba, il y a eu des livres et des thèses discutant de savoir si la direction du 26 juillet avait ou non le projet d'aller au-delà du renversement de la dictature de Batista. Les camarades eux n'hésitent pas à répondre. Ils ne laissent même pas la question prudemment ouverte. Ils la ferment : la direction du 26 juillet n'avait pas l'objectif de sortir du cadre d'une révolution démocratique bourgeoise. Réponse péremptoire à une question pourtant controversée. On connaît maintenant l'histoire et les lectures de Castro pendant sa détention à l'île des pins. Il est clair que *L'Histoire m'acquittera* est un manifeste d'agitation, en deçà de sa pensée politique de l'époque, et non un programme fondamental. On sait qu'en 1956 un projet de programme du 26 juillet a été rédigé notamment par F. Fais, C. Franqui, A. Hart..., qui était un programme socialiste et explicitement polémique contre le PC. Fidel l'a enterré pour des raisons tactiques sans se prononcer sur le fond. Comme le dit Franqui, sur la question du programme « c'était un hermétique ». On connaît la réaction de Fidel

au pacte de Miami : pour lui, il pouvait y avoir un pacte insurrectionnel avec la bourgeoisie d'opposition, mais deux concessions étaient exclues, la médiation de l'impérialisme et l'intégration de l'armée au gouvernement provisoire. C'étaient les questions clefs. En lisant la correspondance entre le Che et Raoul Castro, on constate que, pour le Che lui-même, la réponse de Fidel au pacte de Miami a été une révélation sur des intentions qui allaient au-delà de la lutte contre Batista. Enfin, les camarades insistent beaucoup dans leur périodisation de la révolution cubaine sur la démission du président Urrutia en juillet. Mais pourquoi ne mettent-ils pas l'accent sur le fait que, dès janvier, le gouvernement a été désigné par la radio rebelle et ses ministres choisis par Fidel, que ce fut selon l'expression de Franqui un « gouvernement radiophonique » ? Pourquoi ne soulignent-ils pas le rôle de l'armée rebelle comme centre effectif du pouvoir révolutionnaire dès le renversement de Batista ? Pourquoi omettent-ils que, dès février, Fidel était Premier ministre au moment de la promulgation de la loi agraire ? Autant de réalité au-dessus desquelles leur théorie saute à pieds joints pour ne pas se compliquer la vie.

c) « Il est plus difficile d'admettre dans notre programme et nos acquis, dit leur résolution, que le PC chinois formé à l'école stalinienne, soit devenu révolutionnaire. » Quel aveu ! Et il est plus facile d'admettre par conséquent que la plus grande révolutionnaire du siècle s'est faite sans parti ni direction... Et bien non, il est plus facile, à condition de s'en donner la peine d'expliquer historiquement l'évolution du PC chinois (comme du PC yougoslave et vietnamien), de ses conflits dès les années trente avec la direction du Komintern et ses

représentants (que l'on lise aujourd'hui les mémoires Wang Ming!), que d'admettre la transformation d'une révolution paysanne en révolution socialiste sans aucune direction prolétarienne.

d) Cette vision métaphysique de l'histoire n'a d'ailleurs pas de bornes dans la résolution des camarades: «L'histoire n'a pas choisi le chemin prévu par notre mouvement. Il y a eu une circonstance historique exceptionnelle. Il faut en tenir compte.» C'est encore heureux. Qu'est-

ce qui définit pour les camarades l'exception et la règle en histoire. Nos prévisions sont la règle, et l'histoire réelle (pas seulement la Chine, mais aussi la Yougoslavie, Cuba, le Vietnam, le Nicaragua, la Corée...) l'exception. C'est ce qu'on appelle le type même du credo sectaire.

Pour conclure, répétons que personne ne propose ici d'abandonner la notion de gouvernement ouvrier et paysan comme formule gouvernementale algébrique pour la prise du pouvoir, ou comme dénomination populaire de

la dictature du prolétariat. Il s'agit en revanche de rejeter clairement, la révision frauduleuse qui est introduite par les camarades du SWP des États-Unis à travers ce débat. Le vote qui va intervenir doit, sans impliquer aucune mesure d'exclusion politique, sanctionner aussi bien un rejet catégorique de leurs propositions programmatiques, que le comportement indigne et irresponsable qu'ils ont eu dans cette discussion.

Le Courrier du CC n° 71, 8 mars 1990